

L'ENJEU EXPRESS

S'indigner, s'informer, s'impliquer (Robert Jasmin)

Volume 3,
Numéro 3
Mai 2009

Dans ce numéro

Gestion de
classe

Le but de la gestion de classe est de maintenir un environnement propice aux activités d'enseignement et d'apprentissage, et de prévenir la détérioration du climat de classe.

page 2

L'expertise et l'autonomie professionnelles du personnel de l'Éducation

Alors que le discours sur la professionnalisation et l'autonomie professionnelle prend de la vigueur, l'autonomie réelle des personnels de l'éducation, celle qui se déploie au quotidien, s'amenuise petit à petit.

page 4

La crise vue par Keynes
Rencontre avec Gilles Dostaler

« Il n'y a pas de loi de l'histoire, c'est un des messages de Keynes »



répond Gilles Dostaler lorsqu'on lui demande comment comparer la crise actuelle avec celle de 1929.

page 5

Fédération
des enseignantes
et enseignants
de CEGEP (CSQ)

La FEC (CSQ) en route vers la prochaine négociation

En 2005, la négociation dans les secteurs public et parapublic fut entre autres marquée par une division du mouvement syndical. Alors que certaines organisations comme la CSQ, le SPGQ et le SFPQ décidèrent de négocier le renouvellement de leur contrat de travail au cours du printemps, d'autres, comme la CSN et la FTQ, préconisèrent une stratégie axée sur l'automne.



Mario Beauchemin
Président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ)

Si l'échec de la dernière négociation ne peut être entièrement attribué à la division du mouvement syndical — l'État employeur-législateur aura toujours la possibilité d'adopter une loi d'exception —, force est de constater que cette division n'a pas amélioré notre capacité d'action. Mais nous pouvons peut-être espérer mieux pour la négociation de 2010.

Le SISP

Après avoir consulté les instances qui représentent leurs membres, dont les syndicats de la FEC, les cinq organisations syndicales qui constituent le Secrétariat intersyndical des services publics (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ) ont signé, le 9 décembre 2008, un protocole de négociation. Ainsi, non seulement elles s'engagent à mener ensemble la

négociation nationale des matières intersectorielles des conventions collectives, mais elles se sont aussi dotées d'instances communes de négociation et ont convenu de ne mener aucune activité de maraudage entre elles.

Avec ses 262 000 membres provenant des secteurs public et parapublic, le SISP constitue la plus importante force syndicale au Québec, puisqu'aucune autre organisation syndicale ne représente un nombre aussi élevé de travailleuses et de travailleurs dans ces secteurs.

La création d'un front commun

Depuis le début de l'année 2009, conscient de l'importance d'accroître encore plus ses forces, le SISP a entrepris des discussions avec la CSN et la FTQ afin de mettre en place un large front commun. Les discussions ont porté jusqu'à maintenant sur la mise en commun de nos demandes, sur le mode de fonctionnement de cet éventuel front commun et sur l'adoption d'un protocole de non-maraudage, qui implique-

rait toutes les organisations membres de celui-ci, des syndicats locaux jusqu'aux différentes fédérations.

Avec ce front commun, c'est plus de 472 000 salariées et salariés des secteurs public et parapublic qui seront au rendez-vous en 2010.

Les alliances sectorielles

La FEC, la FAC et la FNEEQ travaillent conjointement, depuis près de deux ans maintenant, à l'élaboration d'une plateforme de revendications sur la profession enseignante. Ces travaux ont entre autres donné lieu à la publication du rapport *Enseigner au collégial... Portrait de la profession enseignante*, en mars 2008, et à de nombreuses rencontres politiques avec les représentants patronaux. Au cours des dernières semaines, les trois organisations ont consulté leurs membres afin d'adopter des orientations communes sur la tâche enseignante pour la prochaine

négociation. Je crois qu'il faut maintenant aller plus loin et mettre en place un plan d'action et de mobilisation commun sur la tâche enseignante qui respecte les instances décisionnelles de chaque fédération.

Grâce à notre implication à la CSQ, à la mise sur pied du SISP et à notre travail préparatoire sur la profession enseignante et les autres dossiers sectoriels, la FEC est réellement en route vers les prochaines négociations du secteur public.

1 Les orientations retenues par les 59 assemblées générales — l'ajout de ressources au volet 1, le maintien de la formule actuelle de la charge individuelle, la bonification de cette formule et l'adaptation de l'allocation des ressources dévolues à chaque collègue à la nouvelle mesure de la charge individuelle —, ont été présentées au MELS et au CPNC le 17 avril, afin d'entreprendre, nous l'espérons, des travaux préparatoires à la négociation.

Vie professionnelle

Nos demandes sectorielles à la lumière de la conjoncture actuelle

Pour une sortie de crise durable, l'éducation

Les aménagements que nous négocierons en 2010 doivent non seulement combler le retard accumulé depuis la réforme de 1993, mais ils doivent également anticiper les mutations qui nous affecteront dans les années à venir. Si nous voulons un règlement satisfaisant en ces matières, il nous faut dès maintenant agir pour amener le gouvernement en place à assumer toutes ses responsabilités et à quitter la position attentiste qu'il a jusqu'ici adoptée. C'est au niveau politique que doit s'amorcer notre négociation sectorielle.



Éric Beauchesne
Enseignant de français au collège de Bois-de-Boulogne et conseiller au Bureau exécutif de la FEC

Notre négociation constitue une partie d'un système de relations de travail, lui-même composé d'un type de société conditionné par des déterminants sociaux, politiques, juridiques, économiques et techniques. Notre employeur, l'État-législateur, confère à la négociation une dimension politique qui est intimement liée à la conjoncture. Cette politisation des enjeux ne se limite pas à la hauteur des sommes investies, mais également à l'affectation de ces dernières.

En ce sens, le contenu sectoriel de notre négociation, bien qu'il paraisse souvent recouvrir une dimension apolitique de notre profession, n'en demeure pas moins intimement lié à des choix politiques.

Une conjoncture marquée par la crise

Nous savons que la conjoncture mondiale presse les États à trouver des solutions à des crises majeures qui risquent de conditionner de manière fondamentale notre avenir collectif. Les années qui viennent seront déterminantes à bien des égards : crise environnementale, crise sociale et crise économique. Les

« Vous croyez que l'éducation coûte cher? Essayez l'ignorance! »

Les cégeps : plus pertinents que jamais!

Au Québec, les cégeps ont été créés, dans la foulée du Rapport Parent, pour favoriser la démocratisation de l'enseignement supérieur en assurant l'accès à l'université et à un enseignement technique hautement qualifié, pour toutes et tous, quels que soient leur origine sociale ou leur lieu de résidence.

> suite à la page 3